

Numéro 14 - 14 mars 2020

**La pandémie COVID-19**

**Des mesures strictes et globales sont recommandées de toute urgence pour contenir la maladie et protéger la population**



- **Opposons-nous aux tentatives de rendre la population passive face à la pandémie**
- **Conseils au grand public de l'Organisation mondiale de la santé pour endiguer la COVID-19**
  - **Symptômes de la maladie à coronavirus**
  - **Mesures au Canada**
- **Portrait d'un jour de la pandémie COVID-19**

**Affirmons les droits autochtones - tous avec les Wet'suwet'en**

- **Les gouvernements ne peuvent échapper à leur responsabilité d'abandonner les relations coloniales et d'agir avec respect envers les droits autochtones**  
**- Barbara Biley -**
- **Publication de la lettre dévoilant l'autorisation du déploiement de la GRC par le solliciteur général de la Colombie-Britannique**  
**- Communiqué de presse conjoint -**

## **75e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre Cuba et le Canada**

- **Le premier vice-ministre des Relations extérieures de Cuba  
parle des relations bilatérales**

## **Exposition lettonne à Ottawa**

- **Dénonçons le Musée canadien de la guerre et comment il dénature ce  
que défendent les Canadiens**

---

## **La pandémie COVID-19**

# **Des mesures strictes et globales sont recommandées de toute urgence pour contenir la maladie et protéger la population**

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recommandé des mesures strictes et globales pour contenir la maladie à coronavirus 19 (COVID-19) et protéger la population, notamment la quarantaine, le dépistage, le traçage des contacts et la distanciation sociale et la mobilisation directe de la population et de la communauté. Le 20 février, l'OMS a publié un rapport qui notait :

« Une grande partie de la communauté mondiale n'est pas encore prête, mentalement et matériellement, à mettre en œuvre les mesures qui ont été employées pour contenir la COVID-19 en Chine. Ce sont les seules mesures qui ont une capacité prouvée d'interrompre et de minimiser les chaînes de transmission chez l'humain. Une surveillance extrêmement proactive pour détecter immédiatement les cas, un diagnostic très rapide et un isolement immédiat des cas, un suivi et une mise en quarantaine rigoureux des contacts étroits et un degré exceptionnellement élevé de compréhension et d'acceptation de ces mesures par la population sont au cœur de ces mesures.

« COVID-19 se propage à une vitesse étonnante; les épidémies de COVID-19 dans n'importe quel contexte ont des conséquences très graves ; et il existe désormais des preuves solides que les interventions non pharmaceutiques peuvent réduire et même interrompre la transmission. Cependant, pour réduire les maladies et les décès dus à la COVID-19, la planification de la préparation à court terme doit englober la mise en œuvre à grande échelle de mesures de santé publique non pharmaceutiques de haute qualité. Ces mesures doivent intégrer pleinement la détection et l'isolement immédiats des cas, suivi et surveillance/mise en quarantaine rigoureux des contacts étroits et engagement direct de la population et de la communauté. »<sup>[1]</sup>

Dans son allocution d'ouverture à la conférence de presse du 13 mars sur la COVID-19, le directeur général de l'OMS a déclaré: « Notre message aux pays continue d'être: vous devez adopter une approche globale. Ne pas seulement faire le dépistage. Ne pas seulement retracer les contacts. Ne pas seulement mettre en quarantaine. Ne pas seulement éviter les contacts sociaux. Faites-les tous.

« Tout pays qui regarde l'expérience d'autres pays avec de grandes épidémies et pense que 'cela ne nous arrivera pas' commet une erreur mortelle. Cela peut arriver à n'importe quel pays.

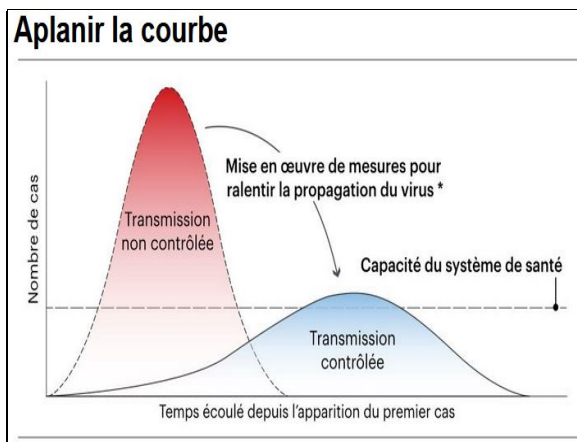
« L'expérience de la Chine, de la République de Corée, de Singapour et d'autres démontre clairement que le dépistage agressif et retracer les contacts, combinés à des mesures de

distanciation sociale et à la mobilisation communautaire, peuvent prévenir les infections et sauver des vies. »

Le rapport de l'OMS souligne également que « la couverture exceptionnelle de la Chine et le respect de ces mesures de confinement n'ont été possibles que grâce à l'engagement profond du peuple chinois à l'action collective face à cette menace commune. Au niveau communautaire, cela est reflété dans la remarquable solidarité des provinces et des villes en soutien aux populations et aux communautés les plus vulnérables. Malgré les flambées persistantes dans leurs propres régions, les gouverneurs et les maires ont continué d'envoyer des milliers de travailleurs de la santé et des tonnes de fournitures essentielles d'ÉPI [équipements de protection individuelle] dans la province du Hubei et à Wuhan. »

Un autre élément d'information intéressant dans le rapport est que « la mise en oeuvre de ces mesures de confinement a été soutenue et rendue possible par l'utilisation innovante et agressive des technologies de pointe, le passage aux plateformes médicales en ligne pour les soins de routine et l'éducation, l'utilisation des plateformes 5G pour soutenir les opérations de réponse en milieu rural. »

Grâce aux mesures qu'elle a prises, la Chine est devenue le premier pays à contenir avec succès la COVID-19, rapporte l'OMS. Le 12 mars, seuls 24 nouveaux cas ont été signalés, dont dix de voyageurs retournant en Chine, infectés à l'étranger. Ailleurs dans la région, les rapports indiquent que le confinement a également réussi à Singapour et à Hong Kong, ces deux pays appliquant des mesures de quarantaine strictes.



Le 11 mars, l'OMS a évalué que la COVID-19 pouvait être qualifié de pandémie. Une pandémie est quand une nouvelle maladie pour laquelle les êtres humains n'ont pas d'immunité se propage dans le monde au-delà des attentes. Une distinction est que la propagation de la maladie dans diverses régions n'est plus uniquement attribuée aux voyageurs. C'est la première fois qu'une pandémie est causée par un coronavirus. L'OMS affirme également que c'est la première pandémie « qui peut être contrôlée ».

L'OMS estime le taux de mortalité actuel à environ 3,4 %. Aux États-Unis, il est estimé à environ 5 %. Même s'il était de 1 %, il serait toujours dix fois plus élevé que celui de la grippe saisonnière normale.[2] Les rapports indiquent également une différence marquée entre les cas diagnostiqués officiellement et les cas réels. Le temps requis aux patients pour se faire dépister et d'autres facteurs, y compris le très faible taux de dépistage aux États-Unis, entraînent un écart entre le nombre de cas signalés et le nombre réel. On peut s'attendre à ce que le nombre réel soit de 10 à 100 fois le nombre rapporté. Cela signifie qu'il existe déjà des dizaines de milliers de cas en Amérique du Nord, sinon plus.[3]

### **Des mesures strictes et socialement responsables sont requises**

Les rapports indiquent que plusieurs pays de l'Union européenne se sont engagés à mettre en oeuvre des mesures de quarantaine, notamment l'Italie, la Grèce, la Roumanie, l'Autriche, le Danemark et tout dernièrement, après une résistance initiale, l'Allemagne, ainsi qu'au moins 19 autres pays à travers le monde, dont le Canada.[4] De leur côté et à leur très grande honte, les États-Unis et la Grande-Bretagne font partie des pays qui traînent dans l'application des recommandations de l'OMS.[5]

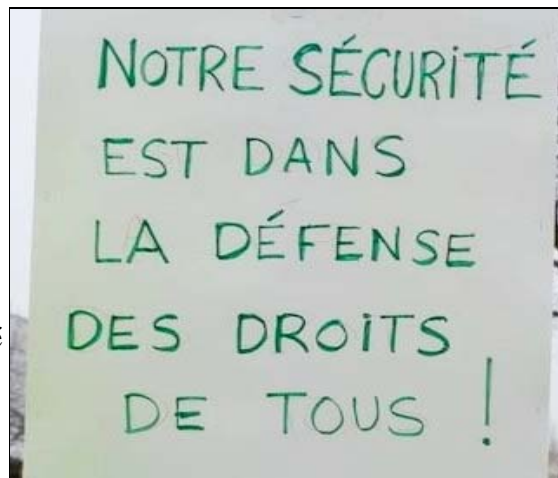
La mondialisation, y compris la livraison dite juste-à-temps de biens, de services et même d'êtres humains a rapproché le monde par une socialisation sans précédent. Même si certains pays n'ont encore vu aucun cas de la maladie, nous sommes tous dans le même bateau en tant qu'humanité ayant un intérêt commun à contenir le coronavirus et à protéger les populations. Les gouvernements à tous les niveaux doivent assumer l'entière responsabilité de la mise en oeuvre responsable des recommandations de l'OMS. Tous ceux qui travaillent à domicile doivent continuer d'être payés au même taux. Tous ceux qui ont été licenciés à la suite de la fermeture de lieux de travail doivent être indemnisés. Les gouvernements ont encouragé la privatisation, la sous-traitance et la précarisation de la plupart des emplois, en particulier dans le secteur des services, et ils doivent maintenant garantir que tous les travailleurs contractuels et indépendants reçoivent une rémunération pendant cette période spéciale. Ceux qui travaillent dans la soi-disant économie à la demande où les intérêts privés utilisent des applications logicielles pour favoriser leurs intérêts étroits et où les travailleurs doivent être disponibles sur demande pour une tâche à la fois, doivent également recevoir une compensation pendant cette période spéciale s'ils doivent eux aussi être placés en quarantaine ou soumis à des conditions d'isolement.

La réalité d'une économie et d'une vie socialisées exige que les gouvernements nationaux assument leur responsabilité sociale de contenir ce virus en utilisant les mesures de santé publique recommandées par l'OMS étant donné l'absence de contre-mesures pharmaceutiques. Ils doivent mettre tout le poids de l'économie et des institutions publiques et privées pour appuyer la mise en oeuvre de ces mesures et à la protection de la population, en veillant à ce que tous ceux qui ont besoin d'aide la reçoivent.

### **« Quand on veut, on peut »**

L'adage « quand on veut, on peut » s'applique dans les circonstances. Malgré l'état décrépit de bon nombre d'établissements de santé et la pénurie de lits et de personnel infirmier et de personnel d'autres métiers, à cause de l'offensive antisociale brutale à laquelle les gouvernements ont soumis notre société pour favoriser les riches, comme dans toute crise, des bâtiments et des équipements peuvent être réquisitionnés et mis en place. Un personnel qualifié peut être embauché et formé pour répondre aux besoins, tout en prenant les précautions nécessaires pour protéger toutes les personnes concernées. Cela peut être fait et doit être fait !

Les travailleurs doivent s'unir dans l'action à tous les niveaux et déterminer comment ils peuvent contribuer à rendre efficaces la quarantaine, l'isolement volontaire et les autres mesures strictes requises et satisfaire les réclamations qu'ils sont en droit de faire aux gouvernements à tous les niveaux. La quarantaine est une première mesure très importante et les gens peuvent s'informer des directives à suivre. S'ils ont besoin d'aide, ils doivent appeler les services d'info-santé qui ont été établis et décrire leurs symptômes et suivre les instructions. Des tests et un traitement complets doivent être fournis à tous ceux qui en ont besoin. En fermant les différents lieux de rassemblement pendant 14 jours, qui est la période d'incubation de ce virus, puis en évaluant si le virus a été contenu sur la base de résultats vérifiables et en suivant méticuleusement les instructions de l'OMS, le Canada peut faire sa contribution pour contenir et réduire cette pandémie planétaire.



Quant aux travailleurs, ils peuvent jouer leur rôle en s'exprimant et en faisant les réclamations qu'ils sont en droit de faire à la société et aux gouvernements. Cela comprend une compensation pour la période pendant laquelle ils sont absents du travail à cause de fermetures et des mesures

prises pour protéger les employés de la fonction publique qui effectuent un travail essentiel dans les secteurs des soins de la santé et de l'éducation et dans tous les services sociaux, y compris les soins à domicile, les soins de longue durée et les soins aux jeunes, aux personnes âgées et à d'autres personnes en détresse. Pour ceux qui effectuent des travaux de vente d'articles essentiels tels que la nourriture, les médicaments et les produits d'hygiène nécessaires, ou dans le transport ou tout autre service essentiel, des dispositions doivent être prises pour remplacer les travailleurs qui doivent se mettre en quarantaine ou en isolement à domicile ou qui sont hospitalisés, et pour protéger ceux qui travaillent toujours.

Personne ne doit être laissé à lui-même pour ce qui est de s'orienter et de faire face à la situation en tant que familles ou individus pendant cette pandémie. Toutes les organisations sociales, en particulier les syndicats, les clubs sociaux et les associations de toutes sortes, doivent passer à l'action pour s'assurer que leurs membres soient informés et pris en charge.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a appelé ses organisations à travers le pays à s'informer de la situation de leurs membres et sympathisants pour s'assurer que chacun soit à l'abri et informé, et à organiser la mise en oeuvre des mesures de protection prescrites là où c'est nécessaire non seulement dans les foyers et les quartiers mais aussi dans les endroits de travail et les maisons d'éducation.

Tous les individus et collectifs sont appelés à s'unir dans l'action pour jouer leur rôle et agir de manière responsable dans toutes les conditions et circonstances pour humaniser l'environnement social et naturel et donner sens et substance à la nécessité d'activer le facteur humain/conscience sociale et mettre les êtres humains en contrôle de leur condition. En prenant des mesures conscientes pour s'assurer que personne ne se retrouve dans une situation de devoir se débrouiller seul, les travailleurs canadiens proclameront fièrement que cette humanité est en mesure de maîtriser les problèmes auxquels l'humanité est confrontée et qu'ils ont joué leur rôle.

***Tout en oeuvre pour l'application des mesures nécessaires pour contenir la COVID-19  
et protéger la population !***

***Tenez les gouvernements à tous les niveaux responsables de la mise en oeuvre complète  
et responsable des mesures de santé publique recommandées !***

***Une humanité, une lutte !***

***Tous à la défense des droits de tous !***

## **Notes**

1. [Rapport de la mission conjointe OMS-Chine sur la maladie à coronavirus 2019 \(COVID-19\)](#), 16-24 février 2020

2. « [COVID-19 : fermeture des établissements scolaires et réponses mises en oeuvre](#) », UNESCO, 13 mars 2020

3. « [Coronavirus : Why You Must Act Now](#) », Tomas Pueyo, Medium, 10 mars 2020

4. « [Die Entdeckung der Langsamkeit](#) », Heike Schmoll, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 10 mars 2020

5. Selon l'OMS, la quarantaine fait référence à « la restriction des activités ou la séparation des personnes qui ne sont pas malades, mais qui peuvent avoir été exposées à un agent infectieux ou à une maladie, dans le but de surveiller les symptômes et de détecter précocement les cas ». Elle peut être volontaire ou obligatoire, selon les circonstances. La mise en quarantaine est différente de l'isolement, qui est « la séparation des personnes malades ou infectées des autres, afin de prévenir la propagation de l'infection ou de la contamination ». L'isolement signifie rester à



l'intérieur et éviter complètement le contact avec d'autres personnes dans la mesure du possible pour ceux qui ont été testés positifs pour la COVID-19, attendent d'être testés ou attendent les résultats de leur test. On parle parfois d'isolement volontaire lorsque des individus agissent d'eux-mêmes pour mettre en oeuvre les mesures nécessaires à leur domicile ou dans un autre endroit comme une chambre d'hôtel lors d'un voyage.

L'Autorité de la santé publique du Canada indique que lorsque la quarantaine et l'isolement ou isolement volontaire sont entrepris à un niveau individuel, ils sont considérés comme des approches de distanciation sociale, comme le sont les mesures telles que l'évitement des foules, des mesures et des fermetures dans les écoles et les lieux de travail, les annulations de rassemblements publics ou de masse, etc. Pour plus de détails, cliquez [ici](#).

Pour les directives provisoires de l'OMS sur la mise en quarantaine dans le contexte de l'endiguement de la maladie à coronavirus (COVID-19), cliquez [ici](#).

---

## Opposons-nous aux tentatives de rendre la population passive face à la pandémie

Une grande partie de la couverture médiatique et des déclarations officielles aux États-Unis ainsi que dans certains milieux au Canada consiste à dénigrer la Chine pour prouver qu'elle est une dictature qui viole les droits humains. Cela vise à détourner du fait fondamental que la Chine défend chaque vie - le droit humain le plus essentiel. La campagne acharnée contre la Chine en relation avec l'épidémie du virus va jusqu'à dire que les plateformes 5G et les systèmes de téléphonie cellulaire sont utilisés « pour espionner » les gens.

Le magazine américain *Science* a publié une série d'articles pour dire que bien que la manière dont la Chine a géré l'épidémie soit louable, « cela a été fait au détriment des droits de l'homme ». L'article dit : « La faisabilité de ce type de mesures strictes dans d'autres pays est discutable. » Il cite Lawrence Gostin, spécialiste mondial du droit de la santé à l'Université de Georgetown, qui a affirmé : « La Chine est unique en ce qu'elle a un système politique qui peut faire respecter par le public des mesures extrêmes. Mais son utilisation du contrôle social et de la surveillance intrusive n'est pas un bon modèle pour les autres pays. » De cette façon, la nécessité de protéger la population se résume à une représentation anticomuniste de ce qui pourrait constituer un contrôle social. « Le pays a également une capacité extraordinaire à réaliser rapidement des projets à grande échelle et à forte intensité de main-d'oeuvre », explique Jeremy Konyndyk, chercheur principal au Center for Global Development. Personne d'autre au monde ne peut vraiment faire ce que la Chine vient de faire. »

« Personne ne devrait le faire non plus », dit l'avocate Alexandra Phelan, spécialiste de la Chine au Centre pour les sciences et la sécurité de la santé mondiale de Georgetown. « Que cela fonctionne n'est pas la seule mesure pour savoir si quelque chose est une bonne mesure de contrôle de la santé publique, dit-elle. Il y a beaucoup de choses qui pourraient empêcher une épidémie que nous considérerions comme odieuses dans une société juste et libre. »

Tout cela illustre l'état d'esprit des forces opposées à la mobilisation du facteur humain. L'objectif est de désinformer la population du pays afin que personne ne développe ses propres points de référence pour décider ce que sa société doit faire pour contenir le coronavirus. Un point de départ est d'exiger la mise en oeuvre des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé selon lesquelles seule l'application stricte des mesures de quarantaine contrôlera la propagation du virus et protégera la population, et de voir comment cela peut être appliqué de manière efficace et concrète dans chaque situation.

---

# Conseils au grand public de l'Organisation mondiale de la santé pour endiguer la COVID-19

L'Organisation mondiale de la santé adresse les conseils suivants au grand public au sujet des mesures de protection de base contre le Coronavirus.

## **Se laver fréquemment les mains**

1) Se laver fréquemment les mains avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon.

Pourquoi ? Se laver les mains avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon tue le virus s'il est présent sur vos mains.

## **2) Éviter les contacts proches**

Maintenir une distance d'au moins un mètre avec les autres personnes, en particulier si elles toussent, éternuent ou ont de la fièvre.

Pourquoi ? Lorsqu'une personne infectée par un virus respiratoire, comme la COVID-19, tousse ou éternue, elle projette de petites gouttelettes contenant le virus. Si vous êtes trop près, vous pouvez inhaler le virus.

## **3) Éviter de se toucher les yeux, le nez et la bouche**

Pourquoi ? Les mains sont en contact avec de nombreuses surfaces qui peuvent être contaminées par le virus. Si vous vous touchez les yeux, le nez ou la bouche, vous risquez d'être en contact avec le virus présent sur ces surfaces.

## **4) Respecter les règles d'hygiène respiratoire**

Se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude ou avec un mouchoir en cas de toux ou d'éternuement – jeter le mouchoir immédiatement après dans une poubelle fermée et se laver les mains avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon.

Pourquoi ? Se couvrir la bouche et le nez en cas de toux ou d'éternuement permet d'éviter la propagation des virus et autres agents pathogènes.

## **5) Si vous avez de la fièvre, de la toux et des difficultés respiratoires, consultez un médecin au plus tôt**

Restez à la maison si vous ne vous sentez pas bien. Si vous avez de la fièvre, de la toux et des difficultés respiratoires, consultez un médecin et appelez à l'avance. Suivez les instructions de votre autorité sanitaire locale.

Pourquoi ? Les autorités nationales et locales disposeront des informations les plus récentes sur la situation dans votre région. Un appel à l'avance permettra à votre fournisseur de soins de santé de vous diriger rapidement vers le bon établissement de santé. Cela vous protégera également et aidera à prévenir la propagation de virus et d'autres infections.

## **6) Tenez-vous informé et suivez les conseils de votre médecin**

Tenez-vous au courant des dernières évolutions concernant la COVID-19. Suivez les conseils de votre médecin, des autorités de santé nationales et locales ou de votre employeur pour savoir

comment vous protéger et protéger les autres de la COVID-19.

Pourquoi ? Ce sont les autorités nationales et locales qui disposent des informations les plus récentes sur la propagation ou non de la COVID-19 dans la région où vous vous trouvez. Elles sont les mieux placées pour expliquer ce que les personnes dans votre région devraient faire pour se protéger.

### **Mesures de protection pour les personnes qui se trouvent ou qui se sont récemment rendues (au cours des 14 derniers jours) dans des régions où la COVID-19 se propage**

Suivez les conseils présentés ci-dessus.

Si vous commencez à vous sentir mal, même si vous n'avez que des symptômes bénins comme des maux de tête et un faible écoulement nasal, restez chez vous jusqu'à la guérison. Pourquoi ? Éviter d'entrer en contact avec d'autres personnes et de se rendre dans des établissements de santé permettra à ces établissements de fonctionner plus efficacement et vous protégera, ainsi que les autres personnes, de la COVID-19 et d'autres maladies virales.

En cas de fièvre, de toux et de difficultés respiratoires, consultez un médecin sans tarder, car il peut s'agir d'une infection respiratoire ou d'une autre affection grave. Appelez votre médecin et indiquez-lui si vous avez récemment voyagé ou été en contact avec des voyageurs. Pourquoi ? Si vous l'appellez, votre médecin pourra vous orienter rapidement vers l'établissement de santé le plus adapté. En outre, cela vous protégera et évitera la propagation de la COVID-19 et d'autres maladies virales.

(Source : [www.who.int](http://www.who.int))

---

## **Symptômes de la maladie à coronavirus**

<b>Symptômes</b>	<b>Coronavirus</b> Symptômes de légers à graves	<b>Rhume</b> Apparition progressive des symptômes	<b>Grippe</b> Apparition soudaine des symptômes
Fièvre	Commun	Rare	Commun
Fatigue	Parfois	Parfois	Commun
Toux	Commun	Légère	Commun
Éternuements	Non	Commun	Non
Maux et douleurs	Parfois	Commun	Commun
Nez qui coule ou bouché	Rare	Commun	Parfois
Gorge irritée	Parfois	Commun	Parfois
Diarrhée	Rare	Non	Parfois chez les enfants
Maux de tête	Parfois	Rare	Commun
Essoufflement	Parfois	Non	Non

Source: Organisation mondiale de la santé, Centre pour le contrôle et la prévention des maladies

---



# Mesures au Canada



Service au volant pour le dépistage de la COVID-19 à Ottawa, le 12 mars 2020 (G. Rose)

## Le gouvernement fédéral

À l'heure actuelle, l'Agence de la santé publique du Canada a évalué le risque pour la santé publique associé à la COVID-19 comme étant faible pour la population générale du Canada, mais elle dit que cela pourrait changer rapidement. Il y a un risque accru de conséquences plus graves pour les Canadiens :

- âgé de 65 ans et plus
- avec un système immunitaire affaibli
- avec des antécédents médicaux

À l'échelle nationale, au 14 mars, il y avait 252 cas confirmés, 1 cas présumé et 11 cas de personnes rétablies.

En ce qui a trait aux mesures prises aux frontières, le gouvernement fédéral dit que : « Les voyageurs qui arrivent à tous les grands aéroports canadiens reçoivent de l'information et, s'ils arrivent de régions où le risque élevé, ils font l'objet d'un contrôle afin de déterminer les mesures nécessaires pour protéger leur santé et celle des autres. Des renseignements semblables sont disponibles aux postes frontaliers terrestres du Canada. Il est conseillé à tous les voyageurs de surveiller l'apparition chez eux de symptômes et de communiquer avec l'autorité locale de santé publique de leur province ou territoire s'ils se sentent malades. »

En ce qui a trait aux mesures préventives, le gouvernement fédéral conseille d'éviter les voyages non essentiels à l'extérieur du Canada et les bateaux de croisière. Il en appelle à ceux qui ont « voyagé dans la province de Hubei, en Chine, en Iran ou en Italie au cours des 14 derniers jours » et leur dit : « Limitez vos contacts avec d'autres personnes durant les 14 jours à compter du jour où vous avez commencé votre voyage vers le Canada. Vous devez vous isoler et rester à la maison. Communiquez avec les autorités de santé publique de votre province ou territoire dans les 24 heures suivant votre arrivée au Canada pour obtenir des conseils. » Le 13 mars, le

gouvernement a annoncé que toute personne arrivant au Canada en provenance d'un autre pays doit se soumettre à un isolement volontaire et surveiller ses symptômes pendant 14 jours. Dans une entrevue accordée à CTV le 15 mars, le premier ministre a dit que des mesures plus strictes concernant les frontières et les voyages internationaux étaient toujours à l'étude.

Pour de plus amples informations sur le coronavirus et comment limiter sa propagation, le gouvernement fédéral a créé le site Web, [canada.ca/coronavirus](https://canada.ca/coronavirus), qui contient des ressources d'information qui peuvent être téléchargées. Il y a aussi une ligne d'information (1-833-784-4397), accessible de 7 h à minuit (HNE) sept jours par semaine.

Le gouvernement du Canada a dit qu'il s'est engagé au niveau de 1,1 milliard de dollars dans des mesures de santé publique pour répondre à l'épidémie du coronavirus. Ces mesures comprennent :

- Rapatriement des Canadiens : 7 millions de dollars
- Intervention immédiate en santé publique : 7 millions de dollars
- Soutien initial à l'Organisation mondiale de la Santé : 2 millions de dollars
- Efforts soutenus de communication et de sensibilisation du public : 50 millions de dollars
- Investissements dans la recherche : 275 millions de dollars
- Appui aux provinces et aux territoires : 500 millions de dollars
- Équipement de protection individuelle : 50 millions de dollars
- Aide internationale : 50 millions de dollars
- Prestations de maladie de l'assurance-emploi : 5 millions de dollars
- Programme de travail partagé : 12 millions de dollars
- Autres mesures de santé publique, dont le financement accordé à Services aux Autochtones Canada : 100 millions de dollars

## **Mesures pour combattre la COVID-19 en éducation**

L'une des caractéristiques de ce nouveau coronavirus est qu'il peut se propager sans être détecté parmi les jeunes, ce qui signifie que les jeunes peuvent souvent être porteurs du virus qu'ils soient infectés ou non. Il est donc important de savoir comment empêcher la propagation du coronavirus au sein du système d'éducation.

L'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) a publié un document d'orientation à l'intention des écoles et des services de garde pour répondre à la COVID-19. Leurs guides pour les écoles indiquent :

« Les mesures de santé publique mises en oeuvre dans les écoles et les services de garde ont pour but d'offrir un environnement éducatif plus sécuritaire. En effet, elles doivent favoriser la prise de mesures de protection individuelle, la transmission de renseignements aux enseignantes et enseignants et aux parents, de même que le nettoyage des lieux. Le document d'orientation en matière de santé publique à l'intention des écoles (maternelle à la 12e année ou secondaires) et des services de garde (COVID-19) peut être consulté. Étant donné l'épidémiologie actuelle du virus, nous ne connaissons pas le rôle que jouent les enfants dans la transmission communautaire du COVID-19. Par conséquent, les répercussions des mesures d'atténuation dans les écoles sur la transmission communautaire du COVID-19 sont incertaines, bien que les stratégies comme le lavage des mains plus fréquent, le respect de la bonne étiquette respiratoire et la séparation des élèves malades des élèves en santé s'avèrent toujours des pratiques prudentes. »

« L'envergure des mesures dans les écoles et les services de garde peut aller de mesures très simples (p. ex. augmenter la distance entre les bureaux) à de vastes mesures, comme la fermeture. Avoir recours à la fermeture généralisée des écoles pourrait engendrer des coûts économiques et sociaux importants, étant donné les répercussions sur les nombreuses familles comptant un ou

deux parents qui travaillent à l'extérieur du foyer. La fermeture des écoles peut réduire la transmission du virus, mais le moment (avant le point culminant de l'épidémie) et la durée de la fermeture sont des facteurs cruciaux, une fermeture ayant lieu après le point culminant pouvant s'avérer inefficace et perturbatrice sur le plan social. Il faut aussi envisager la possibilité que les élèves se réunissent dans des endroits moins contrôlés, ce qui réduirait les avantages visés par la fermeture des écoles et déplacerait éventuellement la transmission du virus vers d'autres milieux communautaires. » Un autre aspect soulevé par Santé Canada est l'importance du rôle des écoles publiques en tant que lieux de diffusion rapide de l'information aux jeunes et à leurs familles et en tant que source de nourriture pour les élèves, comme les programmes des petits déjeuners ou du lunch qu'ils ne pourraient pas autrement se procurer à la maison et la nécessité de maintenir ces supports en tout état de cause.

L'ASPC définit le nombre de mesures d'atténuation pour prévenir la propagation du virus, ce qui inclut :

<b>Terme</b>	<b>Définition</b>
Mesures d'atténuation	L'école demeure ouverte, et d'autres mesures sont mises en œuvre pour favoriser la distance entre les personnes et réduire la densité parmi les élèves et les membres du personnel.
Annulation des cours	L'école demeure ouverte; le personnel de base est présent, mais la majorité des enfants restent à la maison (comme en cas de « journée d'intempérie »).
Fermeture de l'école	L'école est fermée aux enfants et aux membres du personnel.
Fermeture réactive de l'école	L'école est fermée après le signalement d'un nombre important de cas chez les enfants ou les membres du personnel (ou les deux).
Fermeture proactive de l'école	L'école est fermée avant la transmission importante d'une maladie chez les enfants et les membres du personnel. Cette mesure n'est utile qu'avant le moment le plus fort d'une éclosion dans la collectivité.

L'ASPC fournit des détails spécifiques lorsqu'il est question de ces mesures.<sup>[1]</sup>

Il convient de noter que l'atténuation des risques à l'école met l'accent sur l'éloignement social, ce qui signifie dans ce cas trouver des moyens de réduire la proximité des élèves entre eux. Cela signifie changer les horaires des écoles pour atténuer la proximité dans les transports en commun pour se rendre à l'école, comme l'échelonnement des heures de rentrée, l'augmentation des distances entre les élèves et la division des classes en petits groupes. Ainsi, il faut réduire la taille des classes dans la plupart des cas et empêcher les étudiants de se rassembler. Il est important de noter à cet égard que la taille réduite des classes est en fait liée à la prévention de la propagation des maladies infectieuses dans les écoles et devrait également être considérée comme une mesure préventive générale à tout moment.

Une autre question importante est la recommandation que les fermetures d'écoles doivent être envisagées en tenant compte de la perturbation générale de la vie des familles qui peuvent alors être affectées par leur incapacité à travailler et aussi que, même si les élèves sont forcés de rester à leur domicile, ils peuvent quand même se rassembler à d'autres endroits, ce qui va aller à l'encontre de l'objectif de fermer les écoles. En termes d'interruption de la transmission du virus, les fermetures proactives doivent durer plus de deux semaines et doivent être effectuées avant le pic de l'épidémie.

## **Postsecondaire**

Partout au Canada, les universités et les collèges s'orientent vers la prestation en ligne de cours qui étaient auparavant donnés en direct, surtout dans le cas où les cours comptent plus de 250 élèves

pour éviter de propager le virus. Un certain nombre d'établissements prennent une période de plusieurs jours pour faire la transition vers des cours en ligne et recommenceront par la suite.

## **De la maternelle à la douzième**

### **Colombie-Britannique**

Le 12 mars, le gouvernement de la Colombie-Britannique a annoncé que toute personne qui choisirait de voyager à l'extérieur du Canada serait invitée à s'éloigner volontairement du travail ou de l'école pendant 14 jours à son retour. Il a annoncé qu'au cours de la relâche du printemps (du 16 au 27 mars), la Colombie-Britannique le gouvernement travaillera également avec les districts scolaires pour élaborer des procédures à mettre en oeuvre avec les élèves et le personnel à la reprise des cours. Ils indiquent que certains établissements postsecondaires ont des classes de plus de 250 étudiants et travaillent avec eux pour prendre des mesures pour remédier à cette situation.

La présidente de la Fédération des enseignants de la Colombie-Britannique (BCTF), Teri Mooring, a publié une déclaration le 14 mars : « C'est une période particulièrement effrayante pour ceux qui ont des problèmes de santé ou qui ont des proches. C'est le moment de montrer que nous nous soucions de tous. Nous pouvons trouver des moyens sûrs pour faire exactement cela, surtout en comprenant que tout le monde réagit différemment au stress et à l'anxiété.

« À notre retour de la relâche scolaire, nous devons être prêts à relever certains défis. Il est difficile de les définir avec précision à ce stade, en raison d'événements rapides.

« S'il vous plaît, sachez que beaucoup de planification et de travail sont en cours. La BCTF travaille avec le gouvernement pour garantir que le retour de la relâche scolaire soit aussi fluide et sécuritaire que possible. Nous continuerons à fournir des informations et des mises à jour au cours des deux prochaines semaines. »

### **Alberta**

Le 13 mars, le gouvernement de l'Alberta a recommandé que les écoles restent ouvertes en ce moment. Cependant, il a recommandé que les écoles éliminent les grands rassemblements d'élèves tels que les assemblées et envisagent d'annuler les activités parascolaires impliquant un contact physique. Le gouvernement de l'Alberta a également déclaré : « à compter du 12 mars, tous les voyageurs revenant de l'extérieur du Canada doivent s'isoler pendant 14 jours et surveiller les symptômes ». La semaine de relâche en Alberta est du 20 mars au 27 mars.

Le 14 mars, le président de l'Association des enseignants de l'Alberta, Jason Schilling, a publié une déclaration approuvant la décision de garder les écoles ouvertes, mais soulève des préoccupations concernant le manque de financement pour le personnel responsable du nettoyage qui est nécessaire plus que jamais.

« Si les écoles doivent rester ouvertes, elles doivent être des lieux sûrs et salubres pour tout le monde à l'intérieur ou en transit - Je suis très préoccupé par le fait que de nombreuses écoles ne disposent pas de fonds suffisants pour embaucher du personnel d'entretien pour entreprendre le nettoyage quotidien nécessaire pour répondre aux normes qui doivent être en place pour protéger la santé des élèves, du personnel, des enseignants et des visiteurs dans nos écoles », a déclaré Schilling. « Le gouvernement pourrait devoir aider les conseils scolaires à s'assurer qu'ils peuvent embaucher du personnel et leur fournir les produits de nettoyage dont ils ont besoin pour respecter les normes d'assainissement établies par le médecin-hygiéniste en chef. »

Le gouvernement de l'Alberta a annoncé qu'il apporterait des modifications au Code des normes d'emploi pour « permettre aux employés qui doivent s'isoler ou qui s'occupent d'un proche avec la

COVID-19 de prendre 14 jours de congé rémunéré avec protection de l'emploi durant la période d'isolement recommandée par le médecin-hygiéniste en chef de la santé en Alberta. »

« Il n'y aura aucune exigence d'avoir une note médicale pour un tel congé ou d'avoir travaillé pour un employeur pendant 90 jours pour être admissible à ce congé. »

En plus des mesures demandées par Santé Alberta, différents conseils scolaires prennent diverses autres mesures. Dans les écoles publiques de Calgary, les entrevues parents-enseignants ont été annulées ainsi que d'autres événements ouverts aux parents et aux membres de la communauté. Les réservations d'installations publiques telles que les gymnases ont été annulées ainsi que les événements où les populations d'élèves de différentes écoles sont en contact l'une avec l'autre.

### **Saskatchewan**

Selon la CBC, « la division des écoles publiques de Saskatoon, la plus importante de la province, a pris des mesures, notamment l'annulation de tous les grands rassemblements, des excursions, des conférenciers invités, des présentations externes et des visites ».

La division a également annulé toutes les activités de développement professionnel, les grands rassemblements, les réunions du personnel et les prochaines journées portes ouvertes pour des programmes uniques. Toutes les activités et manifestations culturelles, comme les cérémonies du calumet, les fêtes et les danses en rond, ont également été annulées. En Saskatchewan, les congés du printemps ont lieu du 10 avril au 17 avril 2020.

### **Manitoba**

Dans une lettre adressée aux surintendants des commissions scolaires, le ministre de l'Éducation a encouragé les écoles à « continuer à prendre des mesures pour aider à prévenir la propagation des virus. Les meilleures pratiques pour la prévention des maladies virales comprennent le lavage régulier et complet des mains à l'eau chaude et au savon, tousser et éternuer dans un bras ou un mouchoir en papier, encourager des personnes à rester à la maison et ne pas aller à l'école ou au travail lorsqu'elles sont malades, et s'assurer que les surfaces et les objets sont régulièrement essuyés avec un désinfectant. » Au Manitoba, les congés du printemps ont lieu du 30 mars au 30 avril 2020.

### **Ontario**

Le 12 mars, le gouvernement de l'Ontario a publié un arrêté ministériel pour fermer toutes les écoles de la maternelle à la 12e année, financées par des fonds publics pendant deux semaines après le congé de printemps qui a commencé le 14 mars. La fermeture affecte également les programmes de garde d'enfants en milieu scolaire des écoles financées par des fonds publics qui fermeront également si le conseil scolaire le décide. Le gouvernement a cité une recommandation du médecin hygiéniste en chef de l'Ontario pour prendre cette décision. Lors d'une conférence de presse tenue peu avant celle du ministre de l'Éducation, le Dr David Williams, le médecin hygiéniste en chef a recommandé que les parents qui voyagent avec leurs enfants pendant le congé du printemps ne reviennent pas l'école à leur retour.

La réouverture des écoles est prévue pour le 5 avril. Il est à noter que les conseils scolaires ou les syndicats d'enseignants n'ont pas participé au processus de décision sur la fermeture des écoles et ont été plongés dans le chaos le vendredi à la veille du congé de mars ne pouvant répondre aux nombreuses questions et préoccupations des enseignants et du personnel de soutien qui voulaient savoir s'ils seraient mis à pied de force et recevraient un salaire. Le ministre a indiqué que la décision et la mise en oeuvre de cette mesure étaient laissées à la discrétion des conseils scolaires.

La fermeture des écoles survient en plein milieu des négociations entre le gouvernement de

l'Ontario et les syndicats d'enseignants et des travailleurs de l'éducation. Le 12 mars, avant l'annonce du gouvernement, en réponse à la pandémie du COVID-19, la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEEO) a suspendu la grève tournante qui devait commencer le 23 mars. La Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO) et l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens (OECTA) ont toutes deux annoncé qu'elles reporteraient leurs réunions annuelles en réponse à la pandémie. Le président de la FEESO, Harvey Bischof, a émis une déclaration indiquant que « l'OSSTF/FEESO accueillera favorablement toute occasion de travailler avec le ministère de l'Éducation et les conseils scolaires de l'Ontario pour faire en sorte que nos écoles soient des lieux sûrs pour nos élèves et pour les éducateurs qui travaillent avec eux.

« À cette fin, nous écrivons au ministre de l'Éducation, à l'Association des conseils scolaires publics de l'Ontario et au Conseil des associations de conseillers scolaires pour leur offrir notre coopération et notre soutien dans tous les efforts qui contribueront à combattre la propagation du virus COVID-19 ».

En même temps que le gouvernement a annoncé la fermeture d'écoles, il a également annoncé qu'il avait un accord de principe avec l'OECTA.

## **Québec**

Le 13 mars, le gouvernement du Québec a annoncé que toutes les garderies, écoles, cégeps et universités de la province seront fermés pendant au moins deux semaines à partir du 14 mars. Le premier ministre Legault a déclaré que des garderies spéciales seront mises en place pour les parents de professionnels de la santé et autres travailleurs des services essentiels afin de leur permettre de continuer à offrir ces services. La semaine de relâche au Québec a eu lieu du 2 au 9 mars 2010.

## **Nouveau-Brunswick**

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a annoncé que toutes les écoles publiques de la province seront fermées pendant deux semaines. Cette fermeture n'affectera pas les garderies, car elles sont considérées comme un service essentiel. La décision a été prise par un comité des partis de l'Assemblée législative composé de ministres et des quatre chefs de partis.

## **Nouvelle-Écosse**

Dans une entrevue avec le *Chronicle Herald*, le président du Syndicat des enseignants de la Nouvelle-Écosse, Paul Wozney, a déclaré que toutes les écoles publiques provinciales devraient rester fermées après les vacances de mars.

« Je pense que c'est impératif à ce stade-ci », a déclaré Paul Wozney à propos des fermetures prolongées d'écoles pour aider à atténuer la propagation du virus COVID-19. Ce n'est pas une question de savoir si la COVID-19 atterrit ici, c'est une question de quand. « Nous savons que limiter les contacts sociaux est un facteur clé pour atténuer la propagation, a-t-il expliqué. Nous savons que les écoles sont un important centre de transmission de la grippe traditionnelle. Nous avons aujourd'hui des écoles en Nouvelle-Écosse qui ont à peine 50% de fréquentation, soit pour le personnel, soit pour les élèves. Il ne fait aucun doute que les écoles sont un point chaud pour la transmission des maladies transmissibles. » « Parce que nous avons la plus grande population de personnes âgées au pays, nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas être un chef de file dans la prévention du COVID-19. » Il ajoute: « C'est la population qui devrait être la plus touchée par COVID-19. Nous avons également l'un des systèmes médicaux d'urgence les plus faibles et les moins solides du pays. Surtout dans les régions rurales de la Nouvelle-Écosse, nous avons des fermetures de salles d'urgence en nombre record. »



« Il ne s'agit pas d'étudiants, il ne s'agit pas de l'apprentissage, mais de la santé publique, a déclaré Wozney. Il s'agit de la sécurité de toute la province et c'est une chance d'atténuer ou d'éviter un désastre potentiel. J'ai déjà indiqué au ministre Zach Churchill que la fermeture des écoles pour n'importe quelle période, que les enseignants de la Nouvelle-Écosse seraient partenaires lorsque les écoles ont rouvert pour répondre aux préoccupations liées à l'apprentissage. Ce sont des choses réparables, ce ne sont pas des problèmes impossibles à résoudre. Il est plus possible de corriger le rattrapage de l'apprentissage que de fixer un bilan qui aurait pu être évité. »

### **Terre-Neuve-et-Labrador**

Les étudiants de Terre-Neuve sont rentrés du congé du printemps le 9 mars. Le Dr Robert Strang, médecin hygiéniste en chef de la province, a déclaré que toutes personnes qui ont voyagé à l'étranger peuvent avoir été en contact avec la COVID-19 et devraient surveiller leur santé et minimiser les contacts avec les autres pendant les 14 jours suivant leur retour. La province a annulé tous les voyages scolaires organisés vers des destinations internationales prévues pour le congé de mars. Le Newfoundland and Labrador English School District et le Conseil scolaire francophone ont suspendu jusqu'à nouvel ordre toutes les activités parascolaires impliquant une interaction entre les différentes populations scolaires. Cela comprend les tournois sportifs régionaux et provinciaux, les foires du patrimoine, les foires scientifiques, les festivals de théâtre ou toute activité qui rassemble plusieurs populations scolaires pour des événements de démonstration ou des compétitions.

### **Nunavut**

Au Nunavut, les écoles ont reçu des directives et des protocoles de nettoyage améliorés pour accroître les mesures d'hygiène et de désinfection et mettre en place des procédures de non-partage.

### **Territoires du Nord-Ouest**

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest déclare que le ministère de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi a rencontré les organismes d'enseignement qui sont prêts à mettre en place leurs plans d'urgence en cas de fermetures d'écoles si l'administrateur en chef de la santé publique ordonne cette mesure. Les congés du printemps des Territoires du Nord-Ouest ont lieu du 15 au 28 mars, soit deux semaines complètes.

### **Yukon**

Les congés du printemps au Yukon ont lieu du 15 au 28 mars. Le médecin en chef du Yukon, répondant aux inquiétudes de nombreux Yukonnais qui ont assisté à la conférence de l'Association canadienne des prospecteurs et développeurs à Toronto où un cas de COVID-19 a été confirmé, a déclaré : « Les Yukonnais qui ont assisté à la conférence ont pu être exposés à COVID-19. Les symptômes de COVID-19 comprennent une toux, de la fièvre ou des difficultés respiratoires. Si vous ne présentez pas ces symptômes, vous pouvez poursuivre vos activités quotidiennes habituelles. Cela inclut la participation au travail, aux cours, aux événements et à d'autres activités. Toutefois, si vous présentez l'un des symptômes énumérés ci-dessus, veuillez rester chez vous et contacter le service de contrôle des maladies transmissibles du Yukon au 1-867-667-8323 pour faire des arrangements pour un test de détection. » Le gouvernement du Yukon a également pris la décision d'annuler les Jeux d'hiver de l'Arctique qui devaient avoir lieu à Whitehorse du 15 au 21 mars.

### **Note**

1. Mesures pour les établissements scolaires

Les mesures d'atténuation sont mises en oeuvre pour diminuer les conséquences involontaires qu'auraient une fermeture ou une annulation des cours. Les stratégies suivantes peuvent être envisagées :

- appliquer des politiques d'exclusion rigoureuses pour les élèves qui présentent des symptômes du COVID-19 ;
- accroître la distance entre les pupitres des élèves ;
- annuler ou reporter des activités parascolaires ;
- limiter l'accès aux zones communes ;
- échelonner l'horaire pour limiter le nombre d'élèves ou d'enfants se trouvant au même endroit au même moment (p. ex. échelonnement des périodes de dîner et des récréations) ;
- limiter le regroupement des élèves pendant leur trajet pour se rendre à l'école et en revenir (distance de deux mètres entre les enfants dans les autobus scolaires, dans la mesure du possible) ;
- diviser les classes en groupes plus petits ;
- annuler les cours qui réunissent des élèves de plusieurs salles de classe.

L'annulation des cours vise à atténuer certaines des conséquences involontaires qu'aurait une fermeture. Par exemple, le fait que les parents ou gardiens s'absentent de leur travail afin de prendre soin des enfants peut avoir des répercussions financières négatives, et les élèves et étudiants ayant accès à des repas gratuits en milieu scolaire pourraient subir les contrecoups négatifs de la non-disponibilité de ces repas. De plus, si l'ouverture des écoles est maintenue, les enseignants peuvent envisager de présenter à distance des leçons et des matières, ce qui assure la continuité de l'enseignement et de l'apprentissage.

- La décision de fermer une école doit être prise en consultation avec les autorités locales en matière de santé publique et doit s'appuyer sur une évaluation des risques. Parmi les éléments liés à la fermeture dont il faut tenir compte, mentionnons :
- l'objectif prioritaire que constituent la réduction au minimum de la perturbation sociale et la sécurité des enfants ;
- l'épidémiologie et la transmissibilité de la maladie ;
- les habitudes de contact dans le cadre du programme de l'école ou du service de garde ;
- le nombre de contacts entre les personnes dans l'environnement ;
- la taille des salles de classe ;
- l'interaction des élèves entre les cours ;
- l'incidence de certains programmes (par exemple, le programme de repas en milieu scolaire) sur les familles qui y ont recours ;
- les facteurs de protection naturellement intégrés dans les écoles et les services de garde, notamment :
- une tribune permettant d'instruire et d'informer les élèves ou les enfants et leur famille, et de communiquer avec eux, de façon efficace et rapide ;

- une structure définie qui appuie la collectivité sur le plan socio-économique en permettant aux parents de continuer à travailler et à faire du bénévolat.

La fermeture réactive de l'école fait suite à une activité virale (c.-à-d. qu'elle est une conséquence de l'activité de la maladie) ayant une incidence sur le fonctionnement sécuritaire de l'école et est attribuable à une hausse des absences chez les membres du personnel et à une co-infection possible chez les élèves. Parmi les éléments à prendre en considération, mentionnons :

- le nombre d'élèves ou d'enfants et de membres du personnel qui sont malades ;
- les répercussions de l'absentéisme à l'école ou de la pénurie de personnel sur les activités de l'école ou du service de garde.

La fermeture proactive de l'école peut être envisagée pour interrompre la transmission entre les enfants et pour protéger indirectement des personnes d'autres groupes d'âge potentiellement vulnérables au coronavirus. La décision de fermer les écoles, qu'elle soit prise à l'échelle locale, régionale et nationale, sera largement tributaire du moment et de la situation épidémiologique.

Voici quelques éléments à prendre en considération :

- le moment de la fermeture de l'école ou du service de garde par rapport au moment le plus culminant de l'épidémie est un facteur important ;
- il a été établi qu'une fermeture d'école de moins de deux semaines ne contribue que faiblement à réduire la transmission du virus dans les collectivités ;
- les congés prévus au calendrier scolaire devraient également être envisagés comme une occasion à saisir (c.-à-d. fermeture anticipée).

Source: [Santé Canada](#)

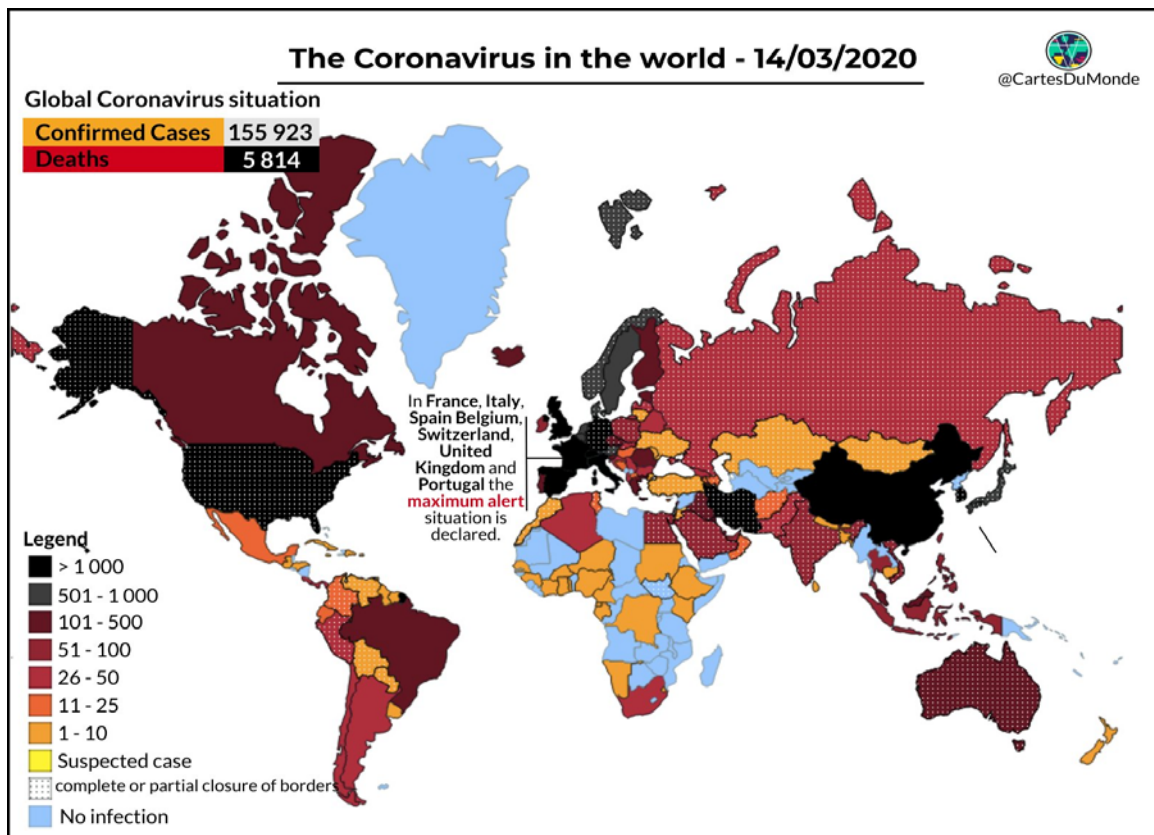
*(Avec des informations de [canada.ca](#), agence de nouvelles du Québec, CTV, ministère de la Santé de l'Ontario)*



---

## Portrait d'un jour de la pandémie COVID-19

Vendredi le 13 mars, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré que l'Europe était devenue l'épicentre de la pandémie de la COVID-19 « avec plus de cas et de décès signalés que le reste du monde réuni, à l'exception de la Chine ». Il a ajouté que plus de cas sont désormais signalés chaque jour que ceux signalés en Chine au plus fort de son épidémie. Il a également souligné que tous les pays ayant des cas actifs ont des zones non affectées, ce qui signifie qu'une surveillance robuste était nécessaire pour trouver, isoler, tester et traiter chaque cas, afin de briser les chaînes de transmission. Même si la transmission ne peut pas être arrêtée, a-t-il dit, elle peut être ralentie et vous pouvez protéger les établissements de santé, les maisons de retraite et autres zones vitales - mais uniquement si vous testez tous les cas suspects.



## Un portrait de la situation au 13 mars

L'Italie compte actuellement le plus grand nombre de cas actifs signalés. Vendredi 13 mars, elle a enregistré de loin le plus grand nombre de nouveaux cas (2 547) et de nouveaux décès (250). Ce jour-là, exactement trois semaines après que l'Italie a identifié son premier groupe de coronavirus dans sa région du nord de la Lombardie, elle a vu la plus forte augmentation en un jour des décès dus au virus. L'Espagne a suivi l'Italie avec 2 086 nouveaux cas, tandis que l'Allemagne et la France ont également enregistré plusieurs centaines de nouveaux cas.

Le site Web en constante mise à jour Worldometer indique :

« À ce jour, 145 634 cas de COVID-19 ont été signalés dans le monde dans 138 pays. Le rapport du 13 mars inclut les 696 passagers affectés à bord du navire de croisière Diamond Princess Liner, à Yokohama, au Japon, dont 364 sont des cas actifs, 7 sont décédés et 32 demeurent dans un état grave ou critique. »

Certains autres totaux ont été déclarés au 13 mars, notamment :

Décès : 5 436

Récupérés : 70 931

Cas actifs : 67 669 dont 6 082 (9 %) dans un état grave ou critique

Dossiers fermés : 77 965 (93 % se sont rétablis ; 7 % sont décédés)

Nouveaux cas : 11 058 (par rapport à la veille)

Nombre de personnes touchées à ce jour pour un million d'habitants dans les pays où le nombre de cas signalés est le plus élevé :

**Chine** : (80 815 cas) - 56,1 infectées par million

**Italie :** (17 660 cas) - 292,1 infectées par million  
**Iran :** (11 364 cas) - 135,3 infectées par million  
**Corée du Sud :** (7 979 cas) - 157,7 personnes infectées par million

### **Chiffres pour certains pays dans différentes parties du monde**

**Italie :** (17 660 cas, 14 955 actifs ; 1 266 décès) avec 2 547 nouveaux cas, 250 nouveaux décès  
**Espagne :** (5 232 cas, 4906 actifs ; 133 décès) avec 2086 nouveaux cas et 47 nouveaux décès.  
**Allemagne :** (3 675 cas, 3621 actifs ; 8 décès) avec 930 nouveaux cas, 2 nouveaux décès  
**France :** (3 661 cas, 3 570 actifs ; 79 décès) avec 785 nouveaux cas, 18 nouveaux décès  
**Grande-Bretagne :** (798 cas, 769 actifs ; 11 décès) avec 208 nouveaux cas, 1 nouveau décès

En comparaison, la Chine n'a signalé que 11 nouveaux cas le 13 mars, dont 7 sont des voyageurs qui reviennent de l'extérieur.

#### Eurasie

**Russie :** (45 cas, 37 actifs ; aucun décès) avec 11 nouveaux cas

#### Asie occidentale

**Iran :** (11 364 cas, 7 331 actifs ; 514 décès) avec 1 289 nouveaux cas et 85 nouveaux décès.  
**Qatar :** (350 cas, tous actifs ; aucun décès) avec 58 nouveaux cas  
**Bahreïn :** (201 cas, 166 actifs ; aucun décès) avec 13 nouveaux cas  
**Israël :** (126 cas, 122 actifs ; aucun décès) avec 17 nouveaux cas  
**Irak :** (101 cas, 68 actifs, 9 décès) avec 18 nouveaux cas  
**Palestine :** (35 cas, tous actifs ; aucun décès) avec 4 nouveaux cas  
**Jordanie :** (1 cas, aucun actif ; aucun décès)

#### Asie du Sud-Est et du Sud

**Corée du Sud :** (7 979 cas, 7 398 actifs ; 71 décès) avec 110 nouveaux cas, 5 nouveaux décès  
**Vietnam :** (44 cas, 28 actifs ; pas de décès) sans nouveau cas  
**Indonésie :** (69 cas, 60 actifs ; 4 décès) avec 35 nouveaux cas, 3 nouveaux décès  
**Inde :** (82 cas, 70 actifs ; 2 décès) avec 8 nouveaux cas, 1 nouveau décès  
**Pakistan :** (28 cas, 26 actifs ; aucun décès) avec 7 nouveaux cas

#### Amérique du Nord

**États-Unis :** (2 291 cas, 2 200 actifs ; 50 décès) avec 594 nouveaux cas, 9 nouveaux décès  
**Canada :** (198 cas au total, 186 actifs ; 1 décès) avec 56 nouveaux cas  
**Mexique :** (12 cas, 8 actifs ; aucun décès) sans nouveau cas

#### Amérique centrale et Caraïbes

**Panama :** (27 cas, tous actifs ; 1 décès) avec 13 nouveaux cas  
**Costa Rica :** (23 cas, tous actifs ; aucun décès) sans nouveau cas  
**Jamaïque :** (8 cas, tous actifs ; aucun décès) avec 6 nouveaux cas  
**République dominicaine :** (5 cas, tous actifs, aucun décès) sans nouveau cas  
**Cuba :** (4 cas, tous actifs ; aucun décès) avec 1 nouveau cas

Il y a un très petit nombre de cas dans d'autres îles des Caraïbes, la plupart ne signalant qu'un seul cas.

#### Amérique du Sud

**Brésil :** (151 cas, tous actifs ; aucun décès) avec 74 nouveaux cas  
**Chili :** (43 cas, tous actifs ; aucun décès) avec 10 nouveaux cas  
**Argentine :** (31 cas, 29 actifs ; 2 décès) sans nouveau cas, 1 nouveau décès  
**Pérou :** (29 cas, tous actifs ; aucun décès) avec 6 nouveaux cas  
**Venezuela :** (2 cas, nouveaux et actifs ; aucun décès)

Afrique

**Égypte :** (80 cas, 51 actifs ; 2 décès) sans nouveau cas  
**Afrique du Sud :** (24 cas, tous actifs ; aucun décès) avec 8 nouveaux cas

Océanie

**Australie :** (199 cas, 179 actifs ; 3 décès) avec 43 nouveaux cas  
**Nouvelle-Zélande :** (5 cas, tous actifs ; aucun décès) sans nouveau cas

## **Mesures de contrôle et d'atténuation du COVID-19**

Diverses mesures visant à contenir ou à atténuer la propagation du COVID-19 ont été adoptées ou recommandées par différents pays ainsi que par différentes juridictions au sein des pays.

Certaines des mesures adoptées comprennent l'interdiction de voyager vers certains pays et régions, l'éloignement social, l'annulation, l'interdiction ou l'encouragement à l'annulation de grands événements et rassemblements, la fermeture d'écoles, de garderies et d'autres installations et entreprises, le travail à domicile, la mise en oeuvre de contrôles et tests spéciaux aux postes frontaliers et aux aéroports, la fermeture des frontières (et le nombre de pays qui le font augmente à tous les jours), les demandes ou ordres aux personnes de se mettre en quarantaine ou de se mettre à un isolement volontaire de 14 jours en arrivant d'autres pays.

## **Mesures prises et recommandées au Canada**

Le 13 mars, le premier ministre Trudeau a annoncé que le Parlement fermerait pendant cinq semaines jusqu'au 20 avril, soit deux semaines de plus que les semaines de congé déjà prévues pendant cette période. On a conseillé aux gens de s'abstenir de voyager à l'étranger et de se soumettre à un isolement volontaire pendant 14 jours à leur retour au Canada. Les navires de croisière de plus de 500 personnes ne pourront accoster au Canada qu'à partir du 1er juillet. L'annulation de tous les grands événements a été annoncée et est en cours. Un certain nombre de provinces ont annoncé la fermeture d'écoles après la semaine de relâche de mars. La période d'attente d'une semaine pour demander des prestations de maladie de l'assurance-emploi est supprimée pour ceux qui sont mis en quarantaine et qui sont admissibles à des prestations. Le gouvernement « étudierait des mesures supplémentaires » pour fournir une sorte de soutien du revenu aux Canadiens non admissibles aux prestations de maladie de l'assurance-emploi.  
(*National Post*)

## **Mesures prises aux États-Unis**

Le président américain Donald Trump a annoncé vendredi qu'il déclarait la pandémie de la COVID-19 une urgence nationale, affirmant que cela « ouvrirait » 50 milliards de dollars aux États et aux gouvernements locaux pour répondre à l'épidémie. Il a en outre annoncé le 14 mars que la plupart des voyages en provenance d'Europe étaient suspendus pour 30 jours, à commencer par le Royaume-Uni et l'Irlande. Au Texas, le gouverneur a déclaré l'état de catastrophe, ce qui fait de lui un commandant en chef doté de larges pouvoirs pour gouverner par décret. Les gouverneurs de plusieurs autres États ont fait appel à la Garde nationale.



## Les pays sujets au blocus des États-Unis

En Iran, où il y a eu plus de 11 000 cas et plus de 500 décès en date du 13 mars, le ministre des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif a dénoncé le « terrorisme économique » des États-Unis contre son pays dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres sur les sanctions unilatérales qui entravent gravement l'accès de l'Iran aux équipements médicaux essentiels tels que masques, respirateurs, trousse de tests viraux et équipement de protection pour les travailleurs de la santé. Les sanctions illégales des États-Unis contre l'Iran, qui ont fait hésiter les institutions financières du monde entier à avoir des relations avec l'Iran ou des entités iraniennes de peur d'être pénalisées par les États-Unis, servent leur objectif criminel délibéré de faire souffrir le peuple iranien.

La Chine est intervenue et a apporté son aide en envoyant des équipes d'experts, des trousse de test et du matériel médical au gouvernement iranien. La France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne auraient également offert quelques millions de dollars d'aide. Zarif écrit qu'« il est impératif que les Nations unies et les États membres se joignent au peuple iranien pour exiger que le gouvernement des États-Unis abandonne son approche malveillante et impotente envers l'Iran. »

Pendant ce temps, les États-Unis ont intensifié leur guerre économique, menaçant de représailles quiconque stocke du pétrole ou des produits pétrochimiques iraniens, peu importe qui et où il se trouve, et auraient payé ceux qui lui fourniraient des photographies de transferts de navire à navire dans les eaux internationales par des pays agissant pour contourner leurs mesures coercitives unilatérales contre l'Iran.

Cuba signale qu'une surveillance épidémiologique a été organisée avec une surveillance active des voyageurs et des patients présentant des symptômes respiratoires. Cuba a 1 322 lits disponibles dans 11 hôpitaux et 824 dans 10 centres de quarantaine et des protocoles de traitement ont été mis en place, y compris l'usage de 22 médicaments fabriqués à Cuba qui seront utilisés pour traiter les patients, conformément aux directives établies sur la base de l'expérience de la Chine avec le virus. Les quatre cas actifs que Cuba a actuellement sont récemment arrivés d'Italie.

Le Venezuela, qui a signalé le 13 mars ses deux premiers cas de COVID-19 chez des personnes rentrées de voyages aux États-Unis et en Europe, a également appelé à la levée immédiate du blocus économique, commercial et financier américain. Lors d'une conférence de presse le 12 mars, le président Nicolas Maduro a décrit un type de blocus naval que les États-Unis viennent de dresser, en envoyant des navires suivre et menacer les navires commerciaux qui quittent le Venezuela, dans un effort total de l'empêcher d'exporter son pétrole. Il a également déclaré que les sanctions américaines ont entravé la capacité du Venezuela à obtenir des trousse pour le dépistage du virus corona et l'ont forcé à payer trois fois le coût des médicaments qu'il devait importer. En raison de cette situation, il a déclaré que le Venezuela avait reçu des trousse de test de l'OMS et qu'il disposait de dix mille traitements du médicament fabriqué par Cuba, l'interféron Alpha 2b. Le médicament n'est pas un remède, mais stimule la réponse du système immunitaire du corps afin qu'il soit mieux en mesure de lutter contre la maladie. La Chine a également fourni des milliers de trousse de test et d'autres équipements et a été invitée à envoyer une équipe d'experts pour aider le Venezuela à faire face à une éventuelle épidémie dans le pays.

Lors de la conférence de presse, le président Maduro a également annoncé la mise en place de mesures pour protéger la santé de la population, soulignant que, dans un esprit de solidarité et de coopération, la crise serait résolue. « Nous ne nous plaignons pas, nous travaillons pour résoudre les problèmes », a-t-il déclaré, soulignant que le Venezuela était habitué à faire face aux effets brutaux du blocus américain. Des équipes seront mises en action, a-t-il dit, pour s'assurer que les gens reçoivent leurs vivres de base, et les travailleurs ne seront pas abandonnés à leur sort s'ils sont contraints de quitter leur emploi. Il a annoncé que les vols en provenance d'Europe et de Colombie étaient suspendus, les grands rassemblements ne seraient pas autorisés et que les lieux

publics comme le musée national seraient fermés temporairement.

(CBC, National Post, The Guardian, IRNA, Press TV, Granma, Cubadebate)

---

**Affirmons les droits autochtones - tous avec les Wet'suwet'en**

## **Les gouvernements ne peuvent échapper à leur responsabilité d'abandonner les relations coloniales et d'agir avec respect envers les droits autochtones**

**- Barbara Biley -**



Depuis les pourparlers entre les chefs héréditaires des Wet'suwet'en et d'autres avec les ministres fédéraux et provinciaux qui ont pris fin le 1er mars, les discussions vont bon train au sein de la nation wet'suwet'en sur l'entente de principe. L'entente en soi n'a rien à voir avec la présence de Coastal GasLink sur le territoire traditionnel, qui ne jouit pas du consentement des chefs héréditaires, ni avec la présence continue et les actes illégaux de la GRC. Celle-ci a, de manière répétée, menacé, harcelé et intimidé les défenseurs de la terre wet'suwet'en, les observateurs juridiques, les journalistes et ceux qui appuient les défenseurs de la terre, les deux principaux assauts ayant eu lieu en janvier 2019 et du 6 au 10 février 2020, lorsqu'au moins vingt personnes ont été arrêtées.

Le premier ministre Horgan de la Colombie-Britannique et d'autres porte-paroles du gouvernement de la Colombie-Britannique ont de façon répétée nié toute responsabilité pour les actions de la GRC, prétendant plutôt qu'en tant que force constabulaire de la province, leur présence et leurs activités sur le territoire wet'suwet'en seraient en quelque sorte « normales » et « routinières », et qu'elles n'auraient rien à voir avec la position politique du gouvernement Horgan comme quoi « la construction du gazoduc se poursuit » et qu'aucune directive n'aurait été donnée à la police par le gouvernement.

Cette prétention à savoir qu'aucune directive politique n'aurait été donnée à la GRC a été démentie le 6 mars lorsque les chefs héréditaires des Wet'suwet'en, l'Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique et l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique ont rendu publique une lettre qu'a fait parvenir le 27 janvier le ministre de la Sécurité publique et solliciteur général de la Colombie-Britannique Mike Farnworth à la commissaire adjointe de la GRC Jennifer Strachan. Dans leur communiqué de presse, les trois organisations affirment : « Dans cette lettre, Farnworth

déclare une 'urgence provinciale' en vertu de l'Entente pour la prestation de services de police provinciale et a de manière explicite autorisé le 'redéploiement interne de ressources au sein de la police provinciale' ». L'article 9 du contrat de service de la police provinciale stipule que si, de l'avis du ministre provincial il existe une urgence dans un domaine de responsabilité provinciale, le service de police provincial sera redéployé à la demande écrite du ministre provincial et la province paiera les coûts du redéploiement. »

L'hypocrisie des gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique est sans bornes. Il a beaucoup été question de « respect » lors des pourparlers du 27 février au 1er mars qui ont mené à l'entente de principe, mais les actes valent mille mots. La période de discussions qui se poursuit au sein de la nation wet'suwet'en montre clairement de quel respect font preuve les représentants du Canada et de la Colombie-Britannique envers les Wet'suwet'en et les pourparlers. Les efforts se poursuivent pour discréditer les chefs héréditaires et pour tout faire passer comme une question de conflit interne. Les médias ont braqué leurs projecteurs sur les Wet'suwet'en qui appuient le gazoduc Coastal GasLink, en particulier Teresa Tait-Day, porte-parole de la Coalition matrilinéaire wet'suwet'en (CMW). Le 10 mars, ayant été invitée par un des partis qui l'ont promue comme étant une « experte autochtone », Tait-Day a fait une intervention auprès du Comité permanent sur les affaires autochtones et du Nord à Ottawa où elle a dit : « En tant que femmes membres des Wet'suwet'en et chefs de la communauté, nous devons être entendues ». Elle a dit : « Plusieurs des chefs héréditaires hommes agissent en vertu d'une oppression historique intériorisée. Nous faisons face à une domination patriarcale. »



Le 11 mars, le *Martlet*, le journal étudiant de l'université de Victoria, a publié un article portant le titre « La Coalition matrilinéaire wet'suwet'en est financée par la Colombie-Britannique et Coastal GasLink pour 'diviser pour mieux régner' ». Le *Martlet* affirme : « La CMW n'est pas, et n'a jamais été, une instance autochtone indépendante ni une structure de gouvernance, mais plutôt un groupe créé de connivence avec le gouvernement de la Colombie-Britannique et CGL pour influencer l'opinion publique wet'suwet'en en faveur du gazoduc, selon un document obtenu en 2017 en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*. »

Le 11 mars, le *Martlet*, le journal étudiant de l'université de Victoria, a publié un article portant le titre « La Coalition matrilinéaire wet'suwet'en est financée par la Colombie-Britannique et Coastal GasLink pour 'diviser pour mieux régner' ». Le *Martlet* affirme : « La CMW n'est pas, et n'a jamais été, une instance autochtone indépendante ni une structure de gouvernance, mais plutôt un groupe créé de connivence avec le gouvernement de la Colombie-Britannique et CGL pour influencer l'opinion publique wet'suwet'en en faveur du gazoduc, selon un document obtenu en 2017 en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*. »



En 2015, la CMW a été constituée en société sans aucune consultation avec les chefs héréditaires wet'suwet'en. Selon des documents obtenus du gouvernement de la Colombie-Britannique, la CMW était un projet conjoint entre Coastal GasLink (CGL), le ministère des Affaires autochtones et de la Réconciliation, et les trois membres fondatrices — Gloria George, Darlene Glaim et Tait-Day.

Dans sa lettre de démission, Glaim avoue que le groupe avait été « formé dans l'intention de négocier une entente [avec CGL] ayant des avantages pour les membres des Clans/Maisons », et qu'en 2017 les chefs héréditaires avaient ouvertement qualifié la CMW de stratégie du gouvernement et de CGL visant à inciter la division au sein de leur peuple ».

L'article révèle aussi que le gouvernement de la Colombie-Britannique et Coastal GasLink ont

chacun fait un don de 60 000 dollars à la CMW pour que celle-ci organise des ateliers pour promouvoir les avantages économiques du gaz naturel liquéfié (GNL), et qu'à part de vanter les mérites du gazoduc, il existe une « entente entre le gouvernement et la CMW visant à rassembler le peuple wet'suwet'en pour 'discuter des processus de prise de décisions pour des opportunités de développement économique, spécifiquement le développement du gaz naturel, puisque ce dernier avait été identifié comme étant une lacune dans le processus de prise de décisions' ». Autrement dit, pour miner l'autorité des chefs héréditaires qui se sont posés en obstacle au développement sans heurt du gazoduc de CGL.

Plus la trahison de ceux au pouvoir est étalée au grand jour et plus il devient évident que le problème n'en est pas un d'appuyer un projet quelconque ou de s'y opposer, ni de clarifier qui détient l'autorité pour faire quoi, mais qu'il s'agit d'élaborer de nouveaux arrangements qui permettent aux droits héréditaires autochtones d'être enchâssés dans une constitution moderne, ce qui est une question de préoccupation pour tous les Canadiens.

(Photos: LML, C. Hunt)

---

## **Publication de la lettre dévoilant l'autorisation du déploiement de la GRC par le solliciteur général de la Colombie-Britannique**

**- Communiqué de presse conjoint -**



**Un véhicule de la GRC photographié sur le territoire des Wet'suwet'en le 27 février, en contravention de l'entente en vertu de laquelle la GRC s'engageait à cesser les patrouilles pendant les négociations entre le gouvernement et les chefs héréditaires**

Les chefs héréditaires wet'suwet'en, l'Association des libertés civiles de Colombie-Britannique et l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique publient une lettre datée du 27 janvier 2020 du ministre de la Sécurité publique et du solliciteur général de la Colombie-Britannique, Mike Farnworth, adressée à la commissaire adjointe de la GRC, Jennifer Strachan.

Dans la lettre, Farnworth a déclaré une « urgence provinciale » en vertu de l'Entente pour la prestation de services de police provinciale et a explicitement autorisé le « redéploiement interne des ressources au sein du service de police provincial ». L'article 9 de l'Entente pour la prestation de services de police provinciale stipule que si, de l'avis du ministre provincial il existe une urgence dans un domaine de responsabilité provinciale, le service de police provincial sera redéployé à la demande écrite du ministre provincial et la province paiera les coûts du redéploiement.

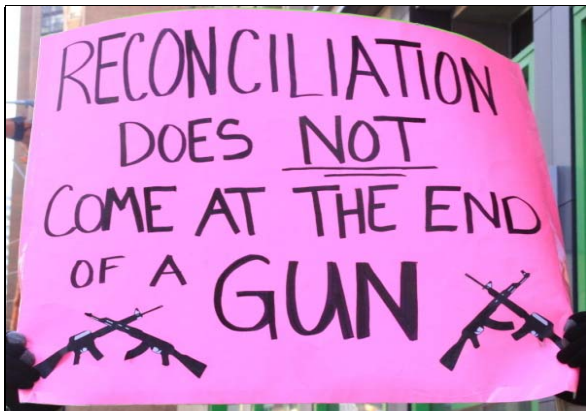


Cette révélation explosive du solliciteur général de la Colombie-Britannique qui autorise des ressources supplémentaires et un redéploiement de la GRC fait suite à des déclarations répétées du gouvernement provincial selon lesquelles il n'avait ni la compétence ni l'autorité sur les actions de la GRC dans les territoires wet'suwet'en. Le 20 janvier, le premier ministre John Horgan aurait déclaré : « Notre gouvernement n'a pas le pouvoir de modifier cette injonction ni de diriger la GRC dans l'exercice de ses responsabilités. » Le 10 février, Horgan a de nouveau déclaré : « Les gouvernements ne donnent d'ordres aux tribunaux, ni à la GRC. »



Selon le chef héréditaire wet'suwet'en Na'Moks, « le gouvernement provincial est responsable du déploiement intensif de la GRC et du contrôle policier de notre peuple sur notre propre territoire. Dans bon nombre de nos discussions, la province a renvoyé la balle en ce qui a trait aux opérations de la GRC, mais cette lettre l'explique en détail. Le gouvernement provincial ne peut plus nier sa responsabilité envers les droits des autochtones et les violations des droits humains qui se produisent sur nos territoires. Nous sommes venus à la table avec respect et vérité, mais le gouvernement ne fait pas preuve de conduite respectueuse ou sincère. Nous avons toujours affirmé pacifiquement nos lois et notre présence, malgré cela la province a autorisé le déploiement supplémentaire de la GRC contre nous. Le Canada et la Colombie-Britannique doivent répondre à cette distorsion de la vérité et doivent absolument changer leurs façons de faire. »

« Il est extrêmement troublant et choquant que le gouvernement provincial déclare l'affirmation pacifique de la loi et de la juridiction des Wet'suwet'en comme une urgence policière provinciale. Le peuple wet'suwet'en et le peuple de la Colombie-Britannique ont le droit de savoir sur quelle base cette autorisation sans précédent a été accordée. Il est incohérent pour le gouvernement provincial, d'une part, de légiférer en faveur de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ainsi que la non-ingérence de l'État dans les opérations de maintien de l'ordre et, d'autre part, d'autoriser un déploiement de la GRC qui vise à des interventions policières excessives et à criminaliser les peuples autochtones sur leurs propres territoires », a déclaré Harsha Walia, directrice exécutive de l'Association des libertés civiles de Colombie-Britannique.



Le grand chef Stewart Phillip de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique a déclaré : « Cette lettre de Mike Farnworth révèle l'hypocrisie flagrante et les mensonges du gouvernement provincial du NPD sur la crise wet'suwet'en. Farnworth est resté assis en silence pendant que le premier ministre Horgan mentait sans vergogne que la province n'avait pas ordonné les actions de la GRC. Il s'agit d'un acte de tromperie gouvernementale non seulement contre les Wet'suwet'en, mais contre le grand public. La rhétorique de la province sur la réconciliation sonne encore plus creux. Nous demandons la démission immédiate de Mike Farnworth pour conduite déshonorante et pour avoir déclaré que le peuple wet'suwet'en constitue un cas d'intervention policière urgente et une menace sur son propre territoire. »

---

**75e anniversaire de l'établissement des relations  
diplomatiques entre Cuba et le Canada**

## **Le premier vice-ministre des Relations extérieures de Cuba parle des relations bilatérales**

Le 4 mars 2020, plus de 200 invités du corps diplomatique à Ottawa, des représentants du gouvernement du Canada et des représentants de plusieurs entreprises canadiennes, des Cubains résidant au Canada et des organisations d'amitié et de solidarité avec Cuba d'Ottawa et de Montréal ont participé à une réception à l'ambassade de Cuba pour souhaiter la bienvenue au premier vice-ministre des Relations extérieures de Cuba, Marcelino Medina González, lors de sa visite au Canada. Étaient aussi présents David Morrison, conseiller en matière de politique étrangère et de défense auprès du premier ministre du Canada, qui a parlé chaleureusement des bonnes relations bilatérales, des riches échanges historiques et des intérêts communs entre Cuba et le Canada qui laissent augurer de bonnes relations entre les deux pays pour les années à venir.



**Le premier vice-ministre des Relations extérieures de Cuba, Marcelino Medina González qui s'adresse aux invités de la réception tenue à l'ambassade de Cuba, le 4 mars 2020.**

Son Excellence Marcelino Medina a dirigé la délégation cubaine aux Cinquièmes consultations bilatérales entre Cuba et le Canada qui ont eu lieu le 5 mars à Affaires mondiales Canada. Sa visite a souligné l'importance de l'historique 75ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre Cuba et le Canada

L'itinéraire du premier vice-ministre Medina comprenait aussi une visite le 2 mars à Québec où il a rencontré Sylvie Barcelo, sous-ministre du ministère des Relations internationales et de la Francophonie et membre du groupe de travail Québec-Cuba.



**Le premier vice-ministre Medina (cinquième à partir de la gauche) est accueilli à Affaires mondiales Canada, le 5 mars 2020.**





**Le premier vice-ministre Medina (au centre), l'ambassadrice cubaine au Canada Josefina Vidal (quatrième à partir de la droite) et la consule cubaine à Montréal Mara Bilbao en visite avec d'autres à l'Assemblée nationale du Québec, le 2 mars 2020.**

### **Remarques du premier vice-ministre à la réception d'Ottawa**

Cher M. David Morrison, conseiller du premier ministre à la politique étrangère et à la défense,

Chers invités,

C'est un honneur pour moi d'être avec vous en cette soirée de célébrations du 75e anniversaire de relations bilatérales ininterrompues entre le Canada et Cuba.

Nous sommes heureux d'avoir bâti des échanges solides et fructueux au fil des ans dans plusieurs secteurs, en particulier dans le domaine économique-commercial, de la culture et du tourisme.

Il y a une tradition de longue date de relation de peuple à peuple entre nos deux pays. Le Canada est devenu la principale source de marché d'origine des touristes à Cuba. Depuis neuf ans consécutifs, plus d'un million de touristes canadiens ont visité notre pays annuellement.

Le Canada est l'un de nos principaux partenaires commerciaux dans le monde et l'un des principaux investisseurs dans notre pays. La coopération officielle va bon train avec des projets dans les secteurs essentiels au développement économique et social du pays. On trouve des investissements par d'importantes entreprises canadiennes dans les secteurs miniers, énergétiques, pétroliers et gazifères, l'industrie agro-alimentaire et le tourisme.

L'état solide de nos relations bilatérales sont fondées sur le respect mutuel et l'égalité souveraine. Le dialogue politique à différents niveaux et les nombreux échanges et visites qui ont eu lieu ces dernières années nous ont permis de travailler ensemble et de continuer de développer nos relations à avantage réciproque et de maintenir un rapprochement constructif, même si nous entretenons des opinions divergentes sur certaines questions d'ordre international.

Chers amis,

Les Cubains n'oublieront jamais que le Canada a été un des rares pays à ne pas avoir rompu ses relations diplomatiques avec Cuba dans les années soixante, ni que le Canada a toujours été actif à promouvoir des relations avec notre pays, même dans des situations difficiles.

Nous apprécions la forte position du Canada face au blocus des États-Unis et du recours de ce pays aux mesures extraterritoriales, et face à l'application du Titre III de la *Loi Helms-Burton*, qui a causé tant de tort à notre peuple.

Nous apprécions profondément la solidarité du peuple canadien envers notre pays à la défense de notre souveraineté. Nombre de succès que notre pays a réalisés au cours de tant d'années n'auraient pas été possibles sans l'appui des organisations de solidarité de partout dans le monde, sans oublier la solidarité canadienne, dont un certain nombre de ses représentants sont ici présents.

À l'occasion de cette célébration, nous réitérons notre volonté de poursuivre le travail afin d'élargir, consolider et diversifier davantage le dialogue politique et les liens bilatéraux avec le gouvernement canadien afin d'optimiser le potentiel entre nos deux pays.

Nous sommes confiants que le gouvernement canadien et la communauté d'affaires continueront de jouer un rôle essentiel dans les projets de développement économique de notre pays.

En l'honneur des liens historiques entre nos peuples et gouvernements, je vous invite à célébrer ensemble le 75<sup>e</sup> anniversaire de nos relations.

Merci beaucoup.

*(Traduit de l'anglais par LML)*

---

### **Exposition lettone à Ottawa**

## **Dénonçons le Musée canadien de la guerre et comment il dénature ce que représentent les Canadiens**



**Exposition au Musée canadien de la guerre à Ottawa (Ambassade de Lettonie)**

Le Musée canadien de la guerre à Ottawa présente une exposition spéciale portant le titre « La tragédie lettone — 1941 ». La date de l'exposition coïncide avec le 16 mars, qui rend hommage aux collaborateurs nazis de ce pays qualifiés de combattants de la liberté et déclare qu'en 1941 l'Union soviétique, qui fut le premier pays à se préparer à repousser résolument l'agression nazie contre elle et dans toute l'Europe, était l'envahisseur et non l'Allemagne hitlérienne. L'exposition a

Cette exposition est une exposition réalisée par le Musée de l'occupation de la Lettonie et le Musée « Juifs en Lettonie », présentée au Musée canadien de la guerre par l'ambassade de la Lettonie. Les historiens lettons qui ont créé l'exposition prétendent dans un dépliant promotionnel que l'exposition vise d'abord à déclarer que la « République de Lettonie, rétablie en 1991, condamne tous ceux qui ont commis des crimes contre l'humanité au cours de l'année 1941, marquée par la tragédie. » En fait, l'exposition met de l'avant des déformations grossières et des falsifications de l'histoire de la Lettonie et des batailles menées par l'Union soviétique et les peuples d'Europe de l'Est contre les agresseurs fascistes allemands. L'interprétation opportuniste de la persécution brutale des juifs lettons témoigne de cette malhonnêteté. Plus de 80 % des Juifs lettons ont été sauvagement assassinés au cours de cette période mais l'exposition oublie consciemment de mentionner que lorsque les nazis allemands ont envahi la Lettonie en juin 1941, ils ont trouvé des complices dévoués des rafles et de l'assassinat de juifs dans une organisation lettone du nom de Sonderkommando Arajs. Cette organisation était dirigée par Victor Arajs, un anticommuniste et antisémite enragé qui non seulement a aidé les fascistes allemands à exterminer les juifs mais a aussi été responsable des crimes les plus atroces contre les Roms et les personnes souffrant de problèmes de santé mentale.

Un des panneaux de l'exposition explique l'histoire de Frida Michelson, une des rares survivantes du terrible massacre de Rumbula. L'exposition déplore le fait que plus de 28 000 Juifs ont été assassinés dans la forêt de Rumbula près de Riga du 30 novembre 1941 au 8 décembre 1941, mais il n'est pas expliqué que ce massacre de masse des juifs de Riga a été perpétré par des membres du Sonderkommando Arajs en collaboration avec les nazis allemands. Lors de son témoignage au procès de Karlis Detlavs à New York en 1979, Mme Michelson l'a identifié comme étant le collaborateur letton nazi qui lui avait ordonné de se dévêtir et de se départir de ses objets de valeur avant d'être conduite à la fosse où avaient lieu les exécutions de masse. Mais il n'y a pas eu que le massacre dans la forêt de Rumbula. Le Sonderkommando Arajs est responsable des massacres de masse de Jelgava, Daugavpils, Liepaja et Riga. Rien de cela n'est mentionné dans l'exposition qui vise d'abord à présenter les collaborateurs nazis comme des héros nationaux luttant pour la liberté de la Lettonie contre la prétendue agression soviétique. L'idéologie libérale canadienne officielle est anticommuniste et répand également le mythe que la Russie était l'agresseur et collaborait avec Hitler en raison du pacte de non-agression qu'elle avait conclue avec l'Allemagne en 1939, tout en gardant le silence sur la collaboration anglo-française à Munich qui fut une trahison des peuples d'Europe et a ouvert la porte aux agressions, aux occupations et aux assassinats perpétrés par les nazis.



**Des collaborateurs lettons avec les nazis détiennent des juifs de Riga avant de les mener à leur exécution et à leur enterrement en masse en 1941.**



En 1943, le Sonderkommando Arajs a été incorporé dans la Légion lettone qui est devenue la Légion lettone de la Waffen SS. En juillet 1943, lors de la mission « Winterzauber » (« charme d'hiver »), en collaboration avec sept bataillons de la police lettone, cette légion a participé à la destruction d'une région rurale large de 40 kilomètres le long de la frontière lettone. Plusieurs centaines de villages ont été détruits et des dizaines de milliers d'habitants tués. C'est la Légion lettone qui en fut pleinement responsable. En raison de ses nombreux crimes de guerre, Arajs a été arrêté, jugé et condamné à l'emprisonnement à perpétuité.[1] L'exposition omet de mentionner que c'est cette même Légion Waffen SS lettone à qui est rendu hommage le 16 mars de chaque année en paradant dans les rues de Riga. L'année dernière, le ministre des Affaires étrangères de la Lettonie, Artis Pabriks, s'est attiré le mépris international pour avoir déclaré que la légion SS lettone était une unité héroïque. Le docteur Efraim Zuroff, dirigeant du Centre Simon Wiesenthal à Jérusalem, a condamné les événements du 16 mars à Riga. Il a dit : « En réalité, la cérémonie n'était en quelque sorte que la pointe de l'iceberg, car on assiste à une tentative de réécrire les livres d'histoire et de créer une fausse symétrie ou égalité entre les crimes nazis et communistes. Bien que la marche n'ait pas été organisée par le gouvernement, il n'y a aucun doute qu'elle reçoit un fort appui des dirigeants lettons. »

Loin de condamner ceux qui ont commis ces crimes haineux, le Musée canadien de la guerre, en collaboration avec le gouvernement letton, est un joueur actif dans la falsification de l'histoire pour couvrir les crimes des collaborateurs nazis, préparant ainsi de nouveaux crimes au nom de la défense de « l'indépendance de la Lettonie ».

Les tentatives d'assimiler l'Allemagne nazie et l'Union soviétique en accusant cette dernière d'avoir attaqué et occupé la Lettonie ou tout autre pays au cours de la Deuxième Guerre mondiale sont une falsification pure et simple de la vérité. C'est l'impérialisme déchaîné du fascisme allemand et son objectif de domination mondiale qui constituait la plus grande menace aux peuples de l'Europe de l'Est et ce sont les actions de l'Union soviétique à cette époque qui ont préparé le terrain pour la défaite des envahisseurs nazis. Loin d'être l'agresseur comme le prétend cette exposition, l'Union soviétique pendant la période du pacte de non-agression avec l'Allemagne conclu le 3 septembre 1939 a déplacé des troupes de l'Armée rouge vers la Pologne, la Biélorussie occidentale et l'Ukraine occidentale pour y mettre en place des lignes de défense. L'Union soviétique a aussi conclu des pactes d'assistance mutuelle avec les États baltes et certaines garnisons de l'armée soviétique ont été stationnées sur le territoire de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie.

Dans un note publiée par le Bureau d'Information soviétique en février 1948 portant le titre Falsificateurs de l'Histoire, on explique l'importance d'établir un « Front de l'Est » : « Il n'était guère difficile de comprendre que la constitution d'un front « Est » était non seulement une contribution importante à l'oeuvre d'organisation de la sécurité de l'URSS, mais aussi un apport sérieux à la cause commune des États pacifiques qui menaient la lutte contre l'agression hitlérienne. Néanmoins, les milieux anglo-franco-américains ont dans leur écrasante majorité répondu par une campagne antisoviétique haineuse à cette action du Gouvernement Soviétique, la qualifiant d'agression. »

Quiconque voit l'exposition du Musée de la Guerre constatera que son contenu n'est que la continuation de cette campagne antisoviétique malicieuse. En fait, les mesures adoptées par l'Union soviétique sous la direction de Staline et les énormes sacrifices faits par l'Armée Rouge soviétique face à tout moment à 85 % de l'élite de la Wehrmacht allemande, ont mené à la victoire et à la libération de toute l'Europe de l'Est et ont changé le cours de l'histoire mondiale. En accueillant cette exposition, le gouvernement du Canada et le Musée de la guerre font la promotion ouverte du nazisme au nom de la défense de la liberté et les droits humains. Ils se condamnent eux-mêmes en tant qu'extrémistes et fomenteurs de haine malgré leurs prétentions d'opposer tous les extrémismes. Ils trahissent ainsi tous les Canadiens, en particulier les anciens combattants canadiens antifascistes de la Deuxième Guerre mondiale ainsi que toutes les Forces armées alliées

et les combattants de la résistance qui ont combattu et sont morts dans les combats pour vaincre le fascisme. Plus important encore, ce n'est pas une question qu'on relègue au passé, mais qui est bien actuelle. Aujourd'hui, le Canada a un contingent de troupes en Lettonie qui fait partie d'un déploiement de l'OTAN et on fait participer ces troupes à ces cérémonies en hommage à des collaborateurs nazis sous prétexte que ceux-ci sont des combattants pour la liberté et qu'il ne s'agit que d'une responsabilité officielle. Cela ne doit pas passer !

Dénonçons le Musée de la guerre pour cette exposition qui dénature ce que défendent les Canadiens.

## Notes

1. Le Musée canadien de la guerre a annoncé sur son site web que « En raison du virus COVID-19, les musées nationaux ont pris la décision de fermer leurs portes aux visiteurs et à tous les autres groupes dès le samedi 14 mars, et ce jusqu'à nouvel ordre. [...] »
2. Article — Riga, Viktor Arajs, le 16 mars, la Légion lettonne et l'Holocauste par Clemens Heni, 22 mars 2020 (Wissenschaft unds Publizistik als Kritik)
3. Falsificateurs de l'Histoire — texte d'un communiqué publié par le Bureau d'Information soviétique, Moscou, Février, 1948



---

(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

**PDF**

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**